

tions hier soir avant la levée de la séance à six heures. Je parlais alors de la situation du logement en Nouvelle-Zélande et en Australie, pays du Commonwealth où les socialistes ont peut-être, si j'en crois maints auteurs, résolu leurs problèmes à cet égard. Mais si j'en juge par mes observations d'il y a quelques années à peine, je dois dire que ces pays n'ont pas encore résolu ce problème. Il y est tout aussi intense que chez nous. Il se peut qu'on trouve dans leurs recueils de lois des mesures qui les aideront à résoudre ce problème plus rapidement que nous n'y parviendrons ici. Leur situation géographique est avantageuse, en ce sens que ces pays ignorent ce que c'est que de vivre dans des conditions comme celles qu'a mentionnées hier l'honorable député de Brandon (M. Matthews), alors que le thermomètre descend quelquefois jusqu'à 30 degrés sous zéro. On n'a pas comme dans notre pays à se prémunir autant contre les rigueurs de l'hiver. Plusieurs des difficultés que nous devons surmonter n'existent pas dans ces pays.

On a parlé de certaines priorités relativement au bâtiment. Nous avons établi un régime de priorité,—le ministre pourra me reprendre si je fais erreur,—à l'égard de presque tous les matériaux qui entrent dans l'érection d'une maison, alors qu'en Nouvelle-Zélande le régime de priorité ne s'applique qu'à la moitié seulement des matériaux.

Je me rends compte qu'à certains égards, il nous faut être encore plus rigoureux lorsqu'il s'agit d'affecter des matériaux de construction à des fins autres que l'habitation. Il y a deux classes de gens qui doivent, à mon avis, bénéficier d'une préférence. C'est dans leur intérêt que je prends la parole cet après-midi. La première de ces classes comprend ces jeunes hommes honorables, braves et distingués qui nous sont revenus après avoir défendu notre mode de vie et nos principes démocratiques. Je place donc les anciens combattants dans la première classe. Dans la seconde, je range les hommes et les femmes qui s'engagent dans l'industrie et qui doivent nécessairement trouver un logement à proximité de l'usine. Ils se trouvent nécessairement à habiter les bas quartiers autour des établissements industriels.

Tout d'abord, les anciens combattants. Je l'ai déclaré il y a quelques jours et encore il y a quelques années, à cause de la formation qu'ils ont reçue dans leur adolescence, parce qu'ils ont quitté l'école pour se rendre outre-mer et parce que leurs pères étaient commerçants ou artisans, on ne peut les contraindre d'habiter la campagne et de se faire cultivateurs. Non que je m'oppose au principe. Je me rappelle avec quelle éloquence l'honorable représentant de l'une des cir-

conscriptions d'Huron nous a parlé de toutes ces maisons vacantes dans les régions agricoles de l'Ontario. L'honorable représentant de l'une des circonscriptions de Renfrew nous a signalé la même chose. Cela fait sourire mon ami de la Nouvelle-Ecosse. Combien compte-t-on dans les provinces Maritimes de maisons de ferme désertes, délabrées, que pourraient occuper des citoyens canadiens? Plusieurs milliers.

Qu'on me permette une légère digression. Lorsque je suis revenu au pays sur l'*Aquitania*, j'ai fait la traversée avec 12,000 épouses de guerre. On leur avait raconté des merveilles sur le Canada. Certaines s'étaient accoudées aux bastingages dans leur hâte d'apercevoir pour la première fois le littoral des provinces Maritimes, près d'Halifax. L'une me dit: "Quel merveilleux pays! Des salles de bain en marbre!" Puis elle ajouta: "En est-ce une, ce bâtiment extérieur sur la colline?" Je lui répondis: "peut-être." "Des piscines en face des maisons." Il y avait une petite cabane de pêcheur, sur le versant de la colline, face à l'océan. On me demanda: "Est-ce là une piscine?" Je répondis: "Peut-être." Pour beaucoup d'entre elles, l'enchantement était rompu. On leur avait dit tout ce à quoi elles devaient s'attendre, tout ce qu'elles auraient.

A ceux qui font des rêves aussi magnifiques au sujet des maisons, je rappellerai les paroles que prononçait hier l'honorable représentant de Lethbridge (M. Blackmore). Il nous a dit la joie qu'il avait eue à construire sa propre maison il y a plusieurs années. A l'exception des anciens combattants, nous n'avons aucune responsabilité envers tous ces gens, à moins qu'ils ne soient handicapés ou qu'ils n'habitent des taudis. Si nous pouvions leur inculquer un peu des idées de l'ère victorieuse qu'exposait si éloquemment l'an dernier, en marge du logement, un des représentants des circonscriptions de Renfrew, leur problème serait peut-être résolu. Qu'ils construisent eux-mêmes leurs maisons. Qu'il suivent l'exemple de notre honorable collègue. Le Canada accusera alors des progrès beaucoup plus rapides.

A une exception près, la pénurie de matériaux ne serait pas si aiguë que présentement. Comme l'a signalé l'honorable représentant de Muskoka-Ontario depuis le début de la session, nous passons par une forte période d'expansion industrielle. Afin qu'on sache bien de quoi je parle, je donne quelques exemples. Combien de députés ont profité de l'invitation de venir voir Toronto? Ceux qui l'on fait ont vu notre port. Ils y ont vu des témoignages tangibles de la dépense de vingt millions, qui seront suivis de dix autres millions d'ici deux ans. Tous ces grands travaux de construc-

[M. Harris (Danforth).]